



Pétrole off-shore en Guyane

Communiqué de presses du 7 avril 2012

Nicolas Sarkozy vient d'annoncer, ce jour, lors d'un meeting de sa campagne présidentielle, qu'il n'acceptera pas de forage pétrolier en Méditerranée.

Et la Guyane ?

Là-bas, les élus, les collectivités, la Région PACA (à travers une délibération), les parlementaires, les citoyens se sont mobilisés pour dire non à la pollution de leur mer et de leur côte.

Ici, le président de SHELL France a annoncé que le projet est soutenu par la majorité des élus guyanais, des collectivités, notamment ceux de la majorité Régional (Guyane 73, UMP), de certain parlementaire et du président Nicolas Sarkozy.

Ici et Là-bas, les promesses d'emplois pour les régions, mais aussi les problèmes liés à la pollution, ainsi que les enjeux pour la France sont les mêmes, mais le positionnement politique des élus locaux et surtout celui du président de la république sont complètement à l'opposées.

La Guyane ne doit pas servir de monnaie d'échange électoraliste.

Guyane Ecologie dénonce cette irresponsabilité d'une majorité des élus guyanais qui permettra le sacrifice du plateau des Guyanes et de sa population au profit de la Méditerranée.

Guyane Ecologie, demande aux citoyens (nes) guyanais (ses) la plus grandes vigilance et d'être prêts (es) à la mobilisation.

Guyane Ecologie demande aux élus de la Guyane de résister aux chants des sirènes des multinationales et de nous garantir la préservation de la Guyane et de ses générations futures.

Guyane Ecologie demande au préfet de la Guyane, une plus grande transparence sur ce dossier, et de respecter la charte de l'environnement adossée à la constitution française (notamment l'art.7 : Toute personne a le droit d'accéder aux informations relatives à l'environnement détenues par les autorités publiques et de participer à l'élaboration des décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement)

Guyane Ecologie réaffirme son opposition au développement de cette industrie pétrolière ainsi que toutes les industries extractives ayant des conséquences irréversibles pour la planète et de ses habitants.

Le Secrétaire régional
José GAILLOU

